



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 43 (2026)

Faits saillants

- ❖ Région : L'économie numérique d'Asie du Sud-Est atteindrait environ 370 Md USD en 2026 (+17 %), portée par le commerce en ligne et l'IA
- ❖ Indonésie : Décrochage boursier face au risque de déclassement par MSCI
- ❖ Thaïlande : La France et la Thaïlande signent une lettre d'intention sur la transition énergétique

LE CHIFFRE À RETENIR

55 Md USD

Investissements dans
les projets de centres de
données en Malaisie
depuis février 2025

Région

L'économie numérique d'Asie du Sud-Est progresserait de 17 % en 2026, soutenue par la diffusion de l'IA

Selon le rapport *e-Conomy SEA 2026*, publié le 21 octobre par Google, Temasek et Bain & Company, la valeur brute des transactions (GMV) de l'économie numérique régionale atteindrait 368 Md USD (env. 328 Md EUR) en 2026 et dépasserait 1 000 Md USD (env. 890 Md EUR) d'ici 2035. Le commerce en ligne resterait le principal moteur, avec 226 Md USD (env. 201 Md EUR) de transactions (+18 %). L'intégration de l'IA dans les parcours d'achat contribue à cette expansion, en facilitant la recherche et la comparaison des produits et en améliorant la conversion des visites en achats. Plus largement, l'IA générative a été adoptée par 243 millions de personnes, soit 58 % de la population active régionale. Selon les auteurs, le prochain relais de croissance résiderait dans des usages plus intensifs, notamment au sein des entreprises. Cette évolution accroîtrait les besoins en calcul et nécessiterait de tripler les capacités des centres de données dans les cinq prochaines années, tout en améliorant leur efficacité énergétique et l'accès à une énergie décarbonée.

L'ASEAN et le Japon cherchent à approfondir leur partenariat économique et numérique

En visite à Tokyo du 21 au 23 octobre 2026, le secrétaire général de l'ASEAN, Kao Kim Hourn, s'est entretenu avec les autorités japonaises et les milieux d'affaires pour préparer les sommets ASEAN de novembre. L'enjeu est de consolider des liens économiques déjà importants : en 2025, les échanges de biens ont atteint 245,4 Md USD (env. 218,4 Md EUR), tandis que les flux d'IDE japonais vers l'ASEAN se sont établis à 9,5 Md USD (env. 8,5 Md EUR). Pour approfondir ce partenariat, les discussions avec Masakazu Tokura, président honoraire de la fédération patronale Keidanren, ont porté sur la modernisation possible de l'accord de partenariat économique global ASEAN-Japon (AJCEP) et sur la mobilisation des investissements japonais pour la transition énergétique. Ce renforcement du partenariat passe également par le numérique : le 21 octobre, l'entretien avec le ministre de la Transformation numérique, Toshiharu Furukawa, a porté sur l'utilisation de l'IA dans les administrations et la libre circulation des données dans un cadre de confiance (DFFT).

Indonésie

Menace de déclassement par MSCI : la Bourse de Jakarta décroche et les sorties de capitaux s'accroissent

Le 15 octobre, MSCI a lancé une consultation sur un éventuel reclassement de l'Indonésie du statut de « marché émergent » à celui de « marché autonome », avec une décision attendue au plus tard le 30 juin 2027. Le fournisseur d'indices juge insuffisantes les réformes annoncées, notamment la publication des actionnaires détenant plus de 1 % et la feuille de route qui acte d'un flottant minimal de 15 % d'ici mars 2027. MSCI invoque l'opacité des structures actionnariales, des soupçons persistants de manipulation des cours et l'absence de sanctions effectives. Ce premier double déclassement depuis celui de la Russie en 2022 ferait de l'Indonésie le seul marché autonome d'Asie du Sud Est. L'annonce a provoqué le 16 octobre une chute de près de 12 % de l'indice boursier national (JCI), la plus forte depuis près de trois décennies, portant son recul à environ 40 % depuis janvier, la pire performance mondiale en 2026. La roupie a par ailleurs de nouveau franchi le seuil de 18 000 IDR/USD. Pour rappel, les investisseurs étrangers ont déjà retiré, en termes nets, environ 5,1 Md USD dans les actions indonésiennes depuis le début de 2026. En réponse, le régulateur financier indonésien (OJK) a infligé 116,7 M USD de sanctions pour manipulation boursière à plusieurs entreprises, tandis que la bourse indonésienne (IDX) a abaissé de 15 % à 7 %, jusqu'à la fin de l'année, la limite de baisse quotidienne des cours. Elle prévoit aussi d'exclure de son indice de référence environ 80 titres à l'actionnariat très concentré, qui pèsent pour près de 18 % de sa pondération. Si les responsables politiques indonésiens reconnaissent les préoccupations exprimées par MSCI, ils demeurent réservés face à cette annonce, à l'image du président Prabowo Subianto, qui a affirmé que l'Indonésie « ne se laissera pas intimider ».

MSCI Warnings Have Kept Indonesian Stocks Under Pressure

✓ Jakarta Composite Index



Source: Bloomberg

La banque centrale indonésienne, Bank Indonesia (BI), maintient son taux directeur à 5,75 % et mise sur des mesures ciblées pour soutenir la roupie

À l'issue de sa réunion d'octobre, BI a maintenu son taux directeur à 5,75 %, après l'avoir relevé de 100 pb entre mai et juin. BI privilégie la stabilisation du change et le soutien à la croissance. Sur le volet monétaire, la Banque centrale a relevé de 25 pbb à 5,0 % le taux auquel elle rémunère les dépôts des banques, tout en maintenant à 6,50 % celui auquel elle leur prête. BI a aussi réduit le coût des instruments permettant aux entreprises de se protéger contre les risques de change et continuera d'intervenir directement sur le marché des changes pour stabiliser la monnaie. Pour soutenir le crédit, elle abaissera d'ici décembre le ratio de réserves obligatoires de 9 % à 7 % pour les banques conventionnelles et de 7,5 % à 5,5 % pour les banques islamiques, libérant environ 10,6 Md USD de liquidités. Cet effet sera partiellement compensé par la baisse de 6 % à 5 % de l'incitation macroprudentielle à la liquidité (KLM) à compter du 1er décembre. La gouverneure Destry Damayanti a justifié ces choix par un contexte de taux américains durablement élevés, les tensions au Moyen-Orient et le recul de l'appétit des investisseurs étrangers après l'annonce de MSCI. La roupie s'établissait à 18 005 IDR/USD après la décision, tandis que l'inflation, à 3,28 % en septembre, reste dans la cible de 2,5 % $\pm$ 1 %.

Le fonds souverain indonésien Danantara cherche à lever 1 Md USD via un crédit syndiqué multidevises

Alors qu'il a déjà investi plus de 5 Md USD en 2026, le fond souverain Danantara cherche à lever l'équivalent de 1Md USD via un crédit multidevises (dollars américains, dollars singapouriens, euros, livres sterling et yens) sur trois ans. L'opération, souscrite par les banques DBS (Singapour), HSBC (R-U), Standard Chartered (R-U) et United Overseas Bank (Singapour), complète un premier prêt non garanti de 1 Md USD conclu en novembre 2025 auprès des mêmes banques. Il avait été obtenu après que Danantara eut sollicité, en juin 2025, un emprunt pouvant atteindre 10 Md USD. La facilité comporte d'ailleurs une option permettant de porter son montant à ce niveau. Les fonds serviront notamment au financement d'acquisitions et de projets d'investissement.

Malaisie

La Malaisie connaît une croissance solide au troisième trimestre, ainsi qu'une inflation contenue et un commerce en forte hausse en septembre

Le PIB malaisien a progressé de 5,3 % au troisième trimestre 2026 (contre 6 % au deuxième trimestre), portant la croissance cumulée à 5,5 % sur neuf mois. L'industrie manufacturière (+7,5 %) et la construction (+6 %) soutiennent l'activité, tandis que le secteur minier se contracte (-4,9 %). L'inflation ralentit à 1,8 % en septembre (1,9 % en août), soit 1,9 % sur le trimestre, grâce à l'extension de la protection tarifaire sur l'électricité. Le prix des transports accélère toutefois à 2,5 % au troisième trimestre. Enfin, les exportations progressent de 54,5 % en g.a. en septembre, à 53 Md USD, et les importations de 52,7 %, à 44,6 Md USD, portant l'excédent commercial à 8,1 Md USD (+64,9 % en g.a.).

Un montant de 55,4 Md USD investi dans les centres de données depuis février 2025

Depuis la création du groupe de travail sur les centres de données (Data Centre Task Force) en février 2025, 55,4 Md USD ont été investis dans 27 projets de data centers. Seize se situent dans l'État fédéré de Johor et dix dans le Selangor, principaux pôles du numérique du pays. Ces projets devraient créer 4 053 emplois, dont 3 523 postes hautement qualifiés (mécanique, ingénierie, réseaux, cybersécurité, exploitation, maintenance), selon le ministère du Numérique. Selon l'agence de développement des investissements (MIDA), au 1er semestre 2026, 44 % des IDE approuvés (soit 23,4 Md USD sur un total de 53 Md USD) se sont dirigés vers les centres de données et le cloud computing, renforçant l'intégration de la Malaisie dans le cycle soutenu d'investissement dans l'IA.

AirAsia au défi du refinancement de sa dette héritée de la période du Covid

La restructuration du groupe Capital A, actif dans les secteurs de l'aviation, de la logistique et des technologies financières, a abouti à la cession des activités de transport aérien à AirAsia Group en 2025. Bien que le premier demeure l'actionnaire principal (19,5 %), le second affronte seul le choc de l'augmentation du prix du carburant lié au conflit au Moyen-Orient et le poids de la dette héritée de la période COVID. Au deuxième trimestre 2026, le groupe a dû absorber un prix moyen du baril de kérosène d'environ 183 USD (+58 % en g.a.). Sur la même période, la perte nette a atteint 200 M USD, poussant la compagnie à bas coût à chercher jusqu'à 1 Md USD de financement. En réaction, le groupe a instauré des surcharges liées aux carburants (20 %), relevé le prix de ses billets (jusqu'à 40 % de hausse) et fortement réduit sa flotte (-10 % de capacité globale et 21 liaisons temporairement suspendues). AirAsia affirme que les réductions de capacité opérées en 2026 constituent avant tout une réponse tactique à un choc exceptionnel sur le carburant, plutôt qu'un renoncement à son modèle de forte croissance. L'entreprise détient plus de 40 % du marché aérien malaisien et plus de 60 % du marché domestique.

La Malaisie diversifie ses approvisionnements pétroliers dans un contexte de crise énergétique

Face aux blocages du détroit d'Ormuz, la Malaisie a réorienté ses achats de pétrole brut. Selon le département des statistiques malaisien (DOSM), la dépendance de l'économie aux pays liés au détroit est passée de 75 % en 2023 à 32,4 % depuis mars 2026. La part de l'Arabie saoudite s'est effondrée, de plus de 50 % en 2023 à 9,7 % au deuxième trimestre 2026, tandis que celle des Émirats arabes unis est tombée de 32,8 % au premier trimestre à 13,7 % au deuxième trimestre. Cette baisse est compensée par de nouveaux fournisseurs, notamment africains : le Soudan devient le 1er fournisseur avec 18,4 % du brut importé au deuxième trimestre (contre 6,4 % au premier trimestre), suivi de l'Angola, qui atteint 13 % alors qu'aucun achat n'avait été enregistré au premier trimestre. Au total, l'Afrique compte désormais pour 38 % du brut importé, contre 19,6 % en janvier. Oman (12,2 %) et les États-Unis (7,3 %) complètent le panorama, tandis que des achats ont repris auprès de l'Irak (4,6 %) et du Venezuela (2,1 %). En valeur, les importations de brut ont atteint plus de 3 Md USD au deuxième trimestre contre environ 1,8 Md USD au premier trimestre.

Singapour

Singapour renforce ses partenariats économiques et énergétiques dans le Golfe

Du 18 au 22 octobre 2026, le Premier ministre Lawrence Wong a effectué une tournée au Qatar et aux Émirats arabes unis, axée sur la sécurité énergétique et le commerce. À Doha, le 19 octobre, Singapour et le Qatar ont renouvelé leur accord sur le gaz naturel liquéfié (GNL) et les technologies bas carbone, afin de sécuriser les chaînes d'approvisionnement. Le Qatar fournit environ 25 % du GNL importé par Singapour. Les deux pays souhaitent également établir un partenariat stratégique. À Abou Dhabi, le 21 octobre, Singapour et les Émirats ont annoncé leur intention d'ouvrir des négociations sur un accord de partenariat économique global et créé un groupe de travail sur l'énergie. Les Émirats constituent le premier partenaire commercial de Singapour au Moyen-Orient : les échanges bilatéraux hors pétrole ont atteint environ 6,5 Md USD (5,8 Md EUR) en 2025, en hausse de 25 %.

Singapour renforce son soutien à la cybersécurité de l'ASEAN

Le 14 octobre 2026, lors de la Singapore International Cyber Week (SICW), la ministre du Développement numérique et de l'Information, Josephine Teo, a annoncé un financement supplémentaire de 30 M SGD (environ 21 M EUR) sur cinq ans pour renforcer les capacités en cybersécurité des pays de l'ASEAN. L'enveloppe soutiendra les programmes du Centre d'excellence de l'ASEAN pour la cybersécurité (ASCCE), consacrés à la réponse aux incidents, à la protection des infrastructures d'information critiques, aux risques liés à l'IA et à la cyberdiplomatie. Elle s'ajoute à un montant équivalent engagé par Singapour au cours des huit dernières années. Créé en 2019, l'ASCCE a mobilisé plus de 40 partenaires, notamment des organisations internationales, des entreprises et des établissements universitaires, pour des programmes ayant bénéficié à plus de 2 200 participants de l'ASEAN, du Pacifique et d'autres régions. L'initiative vise à renforcer la coopération régionale face à des menaces transfrontalières susceptibles de perturber les services numériques de plusieurs pays.

La hausse des prix de l'immobilier privé s'accélère malgré le recul des ventes de logements neufs

Selon les données de l'Urban Redevelopment Authority (URA), publiées le 23 octobre, les prix de l'immobilier résidentiel privé à Singapour ont progressé de 1,4 % au troisième trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, après +0,5 % au deuxième trimestre. Les ventes des promoteurs ont en revanche diminué de 44,7 %, à 1 183 logements. Ce recul s'inscrit dans un contexte de lancements moins nombreux : 1 140 logements ont été mis en vente, contre 1 783 au trimestre précédent, durant une période saisonnièrement calme. Parallèlement, les loyers résidentiels privés ont augmenté de 1,3 %, après +0,7 % au deuxième trimestre. Malgré l'accélération trimestrielle des prix, leur progression moyenne sur les neuf premiers mois de 2026 s'établit à 0,9 % par trimestre, soit un rythme similaire à celui observé sur la même période en 2025.

Vietnam

Le Vietnam signe un accord de libre-échange (ALE) avec les pays de l'AELE

Le 18 octobre à Hanoï, le Vietnam (ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce) et les quatre membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE) – Suisse, Norvège, Islande et Liechtenstein – ont signé l'accord de libre-échange VEFTA, en présence du secrétaire général du Parti communiste vietnamien et président de la République, Tô Lâm. L'accord prévoit notamment la réduction des droits de douane, la facilitation des échanges de biens et de services, ainsi que des dispositions sur les investissements et la propriété intellectuelle. Pour le Vietnam, il vise à diversifier les débouchés de ses exportations (textile, chaussures, électronique) dans le contexte d'incertitudes concernant les tarifs douaniers américains, tout en facilitant l'accès des entreprises européennes au marché vietnamien. Cet accord de libre-échange, comme les 17 autres déjà conclus par le Vietnam, dont l'accord de libre-échange avec l'Union européenne en 2020, a pour objectif de favoriser l'intégration du Vietnam dans les chaînes de valeur mondiales et ainsi permettre la montée en gamme de son économie. Son entrée en vigueur reste toutefois soumise aux procédures de ratification dans les cinq pays.

Le Vietnam accélère la baisse des taux de crédit pour soutenir les secteurs prioritaires

La Banque d'État du Vietnam (SBV) appelle les banques à réduire de 1,5 à 2 points de pourcentage par an les taux des prêts accordés aux entreprises et aux secteurs prioritaires, notamment l'agriculture, les exportations, les petites et moyennes entreprises, les industries auxiliaires et les hautes technologies. Cette initiative vise à alléger les coûts de financement et à stimuler l'investissement et la production. En réponse, 14 banques ont annoncé des réductions de leurs taux de crédit pouvant atteindre 3 points de pourcentage. Les banques sont également invitées à réduire leurs coûts de fonctionnement et leurs marges, tout en maintenant une gestion prudente des risques de crédit et de liquidité. À fin septembre, les dépôts bancaires avaient progressé de 11,22 %, contre 11,44 % pour les crédits. Les autorités cherchent ainsi à faciliter l'accès au financement et à soutenir la croissance économique, sans compromettre la stabilité du système bancaire.

Le Vietnam soumet 29 projets autoroutiers aux investisseurs privés pour 35,4 Md USD

Le ministère de la Construction a tenu le 29 septembre une conférence de promotion des investissements autoroutiers pour la période 2026-2030. Il y a présenté 29 projets prioritaires ouverts au partenariat public-privé (PPP). Le portefeuille comprend l'extension du tronçon est de l'autoroute Nord-Sud, notamment Mai Son–Cam Lo et Quang Ngai–Dau Giay. Il prévoit aussi le passage du périphérique n° 3 de Hô Chi Minh-Ville à six ou huit voies et l'achèvement du périphérique n° 5 dans la province de Hanoï. Pour rappel, le plan directeur du secteur pour la période 2026-2030 prévoit 2 829 km de nouvelles autoroutes et 1 187 km d'élargissements, pour un besoin total estimé à 50,7 Md USD. Environ 16,9 Md USD sont déjà couverts par le budget de l'État et par des investisseurs déjà engagés dans les projets, toutefois 33,8 Md USD restent à mobiliser. Les principales banques commerciales, dont BIDV, VietinBank, Vietcombank, Agribank, MB et Techcombank, sont appelées à proposer des crédits de long terme aux investisseurs PPP. Les investisseurs PPP sont les bienvenus.

Thaïlande

France-Thaïlande : signature d'une lettre d'intention établissant un partenariat sur la transition énergétique

En marge des Assemblées annuelles 2026 du FMI et de la Banque mondiale, Roland Lescure, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et le ministre thaïlandais de l'Énergie, Akanat Promphan, ont signé le 16 octobre une lettre d'intention sur la transition énergétique. Alors que la Thaïlande vise la neutralité carbone à l'horizon 2050, cette déclaration ouvre un large champ de coopération : énergies bas carbone, y compris les petits réacteurs modulaires (SMR), le stockage hydroélectrique par pompage-turbinage (STEP), la modernisation du réseau, mais aussi l'efficacité énergétique, la capture carbone et l'échange d'expertise sur l'ensemble des moyens et des technologies de la transition.

Assemblées annuelles FMI-Banque mondiale : la Thaïlande obtient 0,4 Md USD de prêts multilatéraux pour sa transition énergétique et l'amélioration de son système de santé

En marge des Assemblées annuelles FMI-Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BAD) a accordé un prêt de 212 M USD à la Thaïlande pour la modernisation de cinq hôpitaux publics. Il doit servir à améliorer l'accès aux soins spécialisés pour environ 14 M personnes hors de Bangkok. Le projet développera les services de cancérologie, de cardiologie, de chirurgie et de traumatologie dans cinq régions (hôpitaux à Chiang Mai, Nakhon Sawan, Kanchanaburi, Chanthaburi et Nakhon Ratchasima). La Banque mondiale a également accordé un prêt de 200 M USD à la Thaïlande, destiné à financer la transition énergétique et le développement urbain bas carbone. Ce prêt sera distribué via la banque publique EXIM Thailand à des sociétés de services énergétiques. Les projets prévus comprennent l'installation de panneaux solaires en toiture, la rénovation des installations électriques des écoles, des hôpitaux et bureaux administratifs locaux et la modernisation de l'éclairage public.

Philippines

Le déficit de la balance des paiements atteint un niveau record de 9,1 Md USD entre janvier et septembre 2026

Le déficit de la balance des paiements des Philippines s'est creusé à 9,1 Md USD entre janvier et septembre 2026, contre 5,3 Md USD sur la même période en 2025 (+71 %), atteignant son niveau le plus élevé jamais enregistré sur les neuf premiers mois d'une année. Selon la Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP), le déficit s'est établi à 3,1 Md USD en septembre, contre un excédent de 82,0 M USD un an auparavant. Cette dégradation s'explique principalement par le creusement du déficit commercial, alimenté par le renchérissement des importations de produits énergétiques et de biens intermédiaires, ainsi que par les sorties nettes d'investissements de portefeuille. Sur les huit premiers mois de 2026, les importations ont progressé de 19,1 %, atteignant 105,6 Md USD, contre 64,0 Md USD d'exportations. Les entrées de devises issues des transferts de la diaspora, du secteur des BPO et du tourisme n'ont pas suffi à compenser ces déséquilibres. Parallèlement, les réserves internationales ont reculé à 99,5 Md USD fin septembre, leur plus bas niveau depuis trois ans. La BSP prévoit désormais un déficit annuel de 9,2 Md USD en 2026, soit 1,8 % du PIB.

Le peso atteint un nouveau plus bas historique à 63,36 PHP pour un dollar, en recul de 7,2 % depuis début 2026

Le peso philippin a atteint un nouveau plus bas historique le 21 octobre 2026, clôturant à 63,36 PHP pour un dollar, contre 63,09 PHP la veille. La monnaie s'est dépréciée de 7,2 % depuis fin décembre 2025, lorsqu'elle s'échangeait à 58,79 PHP pour un dollar. Cette évolution s'explique principalement par le renforcement du dollar américain, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et la hausse des cours du pétrole, qui accroît la demande de devises des importateurs philippins. La dégradation des comptes extérieurs contribue également aux pressions baissières, le déficit de la balance des paiements ayant atteint 9,1 Md USD sur les neuf premiers mois de 2026, contre 5,3 Md USD un an auparavant. La faiblesse du peso risque par ailleurs de renchérir les importations, notamment énergétiques, et d'accentuer les pressions inflationnistes.

Le gouvernement envisage la mise en place de mesures de sauvegarde sur les importations de porc

Le ministère philippin de l'Agriculture (DA) a ouvert une enquête préliminaire visant à déterminer l'intérêt de mettre en place des mesures de sauvegarde sur les importations de porc afin de protéger la filière porcine nationale. Couvrant la période de 2021 à août 2026, l'enquête fait suite à une hausse soutenue des importations, qui ont progressé de 5,2 % en glissement annuel sur les huit premiers mois de 2026, atteignant 602 655 tonnes. Selon le ministère, cette évolution contribue à la baisse des prix à la production, au recul des revenus des éleveurs et à la diminution de l'autosuffisance nationale. Le gouvernement propose ainsi de relever progressivement les droits de douane, actuellement fixés à 15 % dans la limite des contingents tarifaires et 25 % hors contingents, respectivement à 25 % et 35 % en 2027, puis à 30 % et 40 % en 2028. Des restrictions quantitatives temporaires pourraient également être instaurées.

Cambodge

Aéroport Techo, un bilan contrasté après un an d'exploitation

L'aéroport international de Phnom-Penh a célébré le 20 octobre son premier anniversaire. Son propriétaire, Cambodia Airport Investment Co. – filiale du conglomérat OCIC –, fait face à des résultats inférieurs aux prévisions. Le trafic passagers est fortement affecté par la guerre dans le Golfe, le conflit frontalier avec la Thaïlande et, dans une moindre mesure, l'impact réputationnel des arnaques en ligne. Sur les neuf premiers mois de 2026, le trafic aérien cambodgien a reculé de 11 % en g.a., à 4,56 millions de passagers, selon le Secrétariat d'État à l'aviation civile. Le fret affiche en revanche une progression de 18 %, à 76 294 tonnes. Un aérogare dédié au fret ouvrira en novembre, en réponse à l'ambition du gouvernement de faire du Cambodge une plateforme régionale de transbordement. Le pays est actuellement desservi par 33 compagnies aériennes et dispose d'accords de services aériens avec 48 pays. Trois ou quatre nouveaux accords doivent être signés dans les prochaines semaines. L'aéroport cherche d'ailleurs à développer de nouvelles liaisons directes et le fret, dans un contexte toujours déprimé.

Après Bakou, Hun Manet poursuit sa percée eurasiatique

Après l'Azerbaïdjan, le Premier ministre Hun Manet s'est rendu en Turquie, puis au Kazakhstan, du 16 au 17 octobre. À Istanbul, le forum d'affaires Cambodge-Turquie a relancé l'objectif d'échanges bilatéraux de 1 Md USD, fixé dès 2018 par Erdoğan et Hun Sen. Le commerce entre les deux pays a atteint environ 400 M USD en 2025, contre 338 M USD en 2024 (+18 %). La Chambre de commerce du Cambodge et le Conseil turc des relations économiques extérieures (DEİK) ont signé un mémorandum pour faciliter les mises en relation et les coentreprises. Les secteurs ciblés sont l'industrie manufacturière, l'agro-transformation, les énergies renouvelables, la logistique et le numérique. Un accord-cadre de coopération militaire a également été signé. À Astana, Hun Manet a effectué la première visite de ce niveau depuis celle de Hun Sen en 1982. Sept documents de coopération y ont été signés : administration numérique, technologies de l'information, commerce, tourisme, culture, relations entre collectivités locales et jumelages. La reprise de vols directs vers Sihanoukville par la compagnie kazakhe SCAT Airlines est à l'étude. Ces liaisons avaient été suspendues en mars 2025. Avec cette tournée, le Royaume cherche de nouveaux débouchés pour diversifier ses partenaires, au-delà de ses marchés traditionnels.

Le Cambodge s'invite au SIAL Paris

Pour la première fois, le ministère cambodgien du Commerce a organisé un pavillon national au Salon international de l'alimentation (SIAL). Une trentaine d'entreprises cambodgiennes y présentent leurs produits, et 12 exportateurs de riz sont présents sur le pavillon de la Fédération cambodgienne du riz. La délégation a été reçue le 19 octobre par Nicolas Forissier, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité. Les deux parties ont réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération commerciale bilatérale. Le même jour, une réception à la résidence de l'ambassadeur du Cambodge en France a réuni environ 150 représentants d'entreprises. L'objectif était de nouer des partenariats de distribution en Europe, en particulier pour le riz et les produits sous indication géographique (poivre, miel, noix de cajou, sucre, etc.). La démarche vise moins à augmenter les volumes exportés qu'à accroître leur valeur ajoutée, en valorisant les produits cambodgiens. Cette présence à Paris précède la prochaine visite d'État du Président de la République au Cambodge, et l'organisation du 3e Forum d'affaires France-Cambodge (16-17 novembre). Et l'agroalimentaire sera au menu.

Laos

Le Laos renforce la facilitation des échanges avant sa sortie de la catégorie des PMA

Le Laos a lancé le 20 octobre 2026 le deuxième Projet pour la compétitivité et le commerce (LCTP2), doté de 5 M USD (env. 4,5 M EUR) et prévu jusqu'à mars 2029. L'initiative vise à préserver la compétitivité des entreprises face à la perte de certaines préférences commerciales associée à la sortie de la catégorie des pays les moins avancés (PMA), prévue le 24 novembre. Elle prévoit de dématérialiser 86 types d'autorisations d'importation et d'exportation et de ramener le délai moyen de dédouanement des marchandises à environ deux heures. Le projet vise également à réaliser en ligne 25 % des immatriculations d'entreprises, avec un objectif de 50 % pour les entreprises détenues par des femmes. En parallèle, les autorités souhaitent mieux exploiter le chemin de fer Laos-Chine et les ports secs pour réduire les coûts logistiques et faciliter l'accès aux marchés internationaux.

Le ralentissement démographique du Laos renforce l'enjeu de l'emploi et de la formation

Les résultats du recensement de 2025, publiés le 20 octobre 2026, estiment la population résidente du Laos à 7,24 millions d'habitants. La croissance démographique annuelle s'établit à 1,1 %, contre un pic de 2,5 % entre 1985 et 1995. Ce ralentissement accompagne une baisse de la natalité : le taux de natalité est passé de 28 naissances pour 1 000 habitants en 2015 à 18,1 en 2025. L'âge médian atteint désormais 27 ans, contre 18,5 ans en 2005. Cette évolution accroît la part de la population en âge de travailler : le ratio de dépendance est tombé à 53,8 enfants et personnes âgées pour 100 personnes en âge de travailler, contre 76,4 en 2005. Selon le Fonds des Nations unies pour la population, cette configuration pourrait soutenir la croissance, à condition de développer les emplois et les compétences. L'accès aux services publics demeure également un enjeu dans un pays où environ deux tiers des habitants vivent en milieu rural.

Le thaïlandais AIS prépare une prise de participation indirecte dans Lao Telecom

Le 21 octobre 2026, l'opérateur thaïlandais AIS a annoncé un projet d'investissement de 43,35 M USD (env. 38,6 M EUR) pour acquérir indirectement 24,01 % de Lao Telecom. Sa filiale AIS Inter Venture rachèterait 49 % de Sherington Investments, société singapourienne détenant elle-même 49 % de l'opérateur laotien. À l'issue de l'opération, l'État laotien conserverait sa participation majoritaire de 51 % dans Lao Telecom, tandis que Gulf Space Technology en détiendrait indirectement 24,99 %. Approuvé par le conseil d'administration d'AIS le 20 octobre, le projet reste soumis à la signature d'un accord définitif, avec une finalisation attendue d'ici fin 2026. Lao Telecom comptait plus de 3,1 millions de clients dans la téléphonie mobile et le haut débit fixe début 2026. Cette opération renforcerait la présence thaïlandaise sur un marché où l'entreprise affronte notamment Unitel, soutenu par le groupe vietnamien Viettel, ainsi qu'ETL et TPlus.

Birmanie

Visite du ministre de l'Énergie thaïlandais à Naypyidaw

Le ministre thaïlandais de l'Énergie, Akanat Promphan, s'est rendu à Naypyidaw le 19 octobre 2026, pour une « visite de courtoisie », rencontrant Min Aung Hlaing, président du gouvernement *de facto* et son homologue. Selon la presse birmane, les échanges auraient traité de la rédaction d'un protocole d'accord bilatéral sur l'énergie, de l'augmentation de la production des gisements de gaz naturel communs existants, et de l'optimisation de la capacité du gazoduc vers la Thaïlande. Les ministres auraient également évoqué la possibilité de mettre en place un mécanisme trilatéral d'échanges énergétiques Birmanie-Thaïlande-Russie, avec la zone économique spéciale de Dawei comme centre névralgique, selon le communiqué de presse birman. La délégation thaïlandaise comprenait des représentants des entreprises énergétiques PTT, PTTEP et l'électricien EGAT, abordant notamment les projets hydroélectriques, de transmission et distribution de l'électricité.

10 000 emplois menacés dans le secteur textile

Six usines textiles de Rangoun devraient fermer en octobre, menaçant potentiellement l'emploi d'environ 10 000 personnes, selon un communiqué de la Fédération des syndicats de l'industrie, de l'artisanat et des services de Birmanie. Outre la baisse des commandes étrangères, la fédération syndicale a indiqué que les politiques d'importation de matières premières et l'insuffisance de l'approvisionnement en électricité figuraient parmi les causes de ces fermetures.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (David AH-VOUN, Marie-Pauline GIRIN, Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI)

Abonnez-vous : david.ah-voun@dgtresor.gouv.fr ; marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org.